



AMBASSADE DE FRANCE EN ALLEMAGNE

SERVICE DE PRESSE et D'INFORMATION

www.botschaft-frankreich.de

Revue de la presse allemande semaine du 16 au 23 octobre 2009

POLITIQUE INTERIEURE

Campagne de vaccination contre le virus H1N1

La campagne de vaccination contre le virus H1N1, qui doit débiter lundi en Allemagne est précédée par une polémique sur les effets secondaires présumés des vaccins destinés au grand public, suite aux révélations de la presse dominicale selon lesquelles « les fonctionnaires et employés de l'Etat bénéficieraient de vaccins de composition différente ». Après une mise au point du gouvernement dissipant les accusations de « médecine à deux vitesses » (les lots de vaccins différents ayant été commandés de longue date auprès d'un autre laboratoire), l'ensemble de la presse critique vivement une « communication politique désastreuse » sur un sujet sensible, et met en garde contre les conséquences en termes de santé publique d'un possible « boycott » de la campagne par une population qui continue à être réservée face aux vaccinations.

Mise en liquidation de Quelle

La faillite de l'entreprise de vente par correspondance Quelle fondée en 1927 a fait les gros titres cette semaine. Les journaux rapportent que suite à un ultime appel d'offre sans succès pour le rachat de sa filiale Primondo, les salaires des employés du groupe ne sont garantis que jusqu'à la fin du mois et que près de 4000 emplois sont directement menacés.

Estimant que « les grandes enseignes finissent toujours par s'éteindre » et que « la vie est pleine de changements, que rien n'est éternel et que l'économie ne fait pas exception à la règle », la *Süddeutsche Zeitung* souligne qu'il est néanmoins « regrettable » que les conséquences soient si lourdes. *Die Welt* se range à cet avis en qualifiant de « drame » la perte de tant d'emplois.

L'ensemble de la presse constate que les 50 millions d'euros injectés en juillet dans l'entreprise –initiative du ministre-président de Bavière Horst Seehofer – n'auront pas suffi à sauver Quelle qui, selon les commentaires, n'a pas survécu en raison de sa « réactivité tardive face aux réalités économiques d'aujourd'hui ». Les journaux déplorent ainsi que le groupe se soit trop longtemps concentré sur la vente par correspondance « classique » tandis que les concurrents misaient sur la vente en ligne et ils n'épargnent guère l'héritière du groupe

Madeleine Schickedanz dont la « passivité inconsciente » (*Süddeutsche Zeitung*) a précipité la chute de l'entreprise. Osant une comparaison avec le constructeur Opel « dont l'avenir est toujours incertain », le *Tagesspiegel* s'interroge sur le bien-fondé des interventions de l'Etat pour venir à la rescousse des entreprises chancelantes.

Négociations de coalition : abandon du fonds spécial pour le financement de la protection sociale

L'abandon par la future coalition gouvernementale du projet de mise en place d'un fonds spécial doté de 60 milliards d'euros destiné à combler les déficits accumulés par l'Agence pour l'emploi et les caisses publiques d'assurance maladie est largement commenté par la presse. Le ministère fédéral de l'intérieur a émis des réserves envers cette loi de finances rectificative en raison de ses risques d'inconstitutionnalité, précisent les journaux.

Les éditorialistes saisissent cette « panne » pour critiquer sévèrement la communication jugée catastrophique des responsables des négociations. « La coalition démarre avec une lourde hypothèque », constate ainsi la *Frankfurter Rundschau* : « sa réputation en matière de politique financière est déjà entachée ». « Avec leur pilotage à vue, la CDU/CSU et le FDP ne compromettent pas seulement l'avenir du pays, mais également leur propre avenir au gouvernement », renchérit la *Süddeutsche Zeitung*. Déplorant l'« impression de chaos » qui se dégage du « maquignonnage » auquel se livrent Mme Merkel, M. Seehofer et M. Westerwelle, le *Handelsblatt* condamne des responsables politiques davantage préoccupés de leur propre « clientèle » respective que soucieux de trouver de vraies solutions aux problèmes du pays.

POLITIQUE EUROPEENNE ET INTERNATIONALE

Le président tchèque laisse entrevoir qu'il signera le traité de Lisbonne

Les journaux se font l'écho des propos du président Klaus au quotidien tchèque *Lidove Noviny* concernant l'avenir du traité de Lisbonne : « au train où vont les choses (...), il n'est plus possible de les arrêter ni de faire marche arrière quand bien même certains d'entre nous le voudraient »).

« La mise sous pression a fonctionné », se réjouit la *Süddeutsche Zeitung* en soulignant que même s'« il n'obtient pas ce qu'il veut, le président Klaus ne perd pas la face ». La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* rappelle de son côté que « le président tchèque attendra la décision du tribunal constitutionnel et l'adoption d'une garantie concernant les décrets Benes pour apposer sa signature en dessous du traité ». « On ne doit et ne peut pas attendre autre chose de sa part », estime le journal de Francfort.

Dans une interview sur *Deutschlandfunk*, le commissaire Verheugen se montre confiant quant à l'adoption de la garantie souhaitée par le président Klaus d'autant que « des souhaits similaires de la Pologne ont été pris en compte ».

Organisation d'un second tour de scrutin en Afghanistan

La presse salue dans l'ensemble l'organisation d'un second tour le 7 novembre prochain en Afghanistan, mais elle estime à l'instar de la *FAZ* qu'« il n'est pas du tout certain que la situation en Afghanistan s'améliore » d'autant que « le président Karzaï a perdu tout crédit face à ses partisans et à la communauté internationale »./.